
LE POINT DU JOUR,

OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. CLXXVII.

Du Mardi 5 Janvier 1790.

Suite de la séance de samedi.

MONSIEUR Ricard de Sealt fit lecture de quelques dé-
libérations du comité permanent de Toulon, & autres
attestations qui prouvoient que la paix est rétablie dans
cette ville.

M. Dellei Dagé a demandé l'ajournement indéfini de
l'affaire de Toulon.

M. de Gualbert est monté à la tribune, & a dit que son
intention n'étoit pas d'inculper les citoyens de Toulon, mais
qu'il lui avoit été rapporté que dans une lettre venue de
Toulon, il étoit fait mention de quelques effets enlevés
à l'arsenal, ou de dégats qui y avoient été commis.

MM. Biozat & Bouche ont demandé que M. de Gual-
bert remit cette lettre sur le bureau; M. de Gualbert a ré-
pondu qu'il ne l'avoit pas, mais qu'il la remettrait.

« Je ne connois personne, a dit M. Malouet, qui ait accusé
le peuple de Toulon. Je suis plus fortement décidé que
personne à lui rendre justice; mais j'ai accusé & j'accuse les

Tome V.

D d

auteurs de la sédition, ceux qui ont porté la main sur le commandant de la marine & sur les autres officiers. Ce n'est pas le crime du peuple ; il est bon : on l'agite , on le tourmente ; il s'agit seulement de punir les coupables pour l'ordre public & la sûreté de l'arsenal ; il faut qu'il y ait des hommes exerçant une subordination active dans un lieu où une grande partie des forces navales sont réunies , où il y a 1800 forçats & des matières combustibles ; il faut rendre à l'autorité ce qui lui appartient , & au peuple ce qui lui est dû. Un décret rétablira l'ordre à Toulon ; un exemple sur les auteurs de cette sédition est nécessaire , mais les officiers municipaux ne peuvent y être compris d'aucune manière : Je demande qu'il n'y ait point d'ajournement indéfini.

« Quant à la lettre dont on parle , je n'ai pas ouï dire que l'arsenal ait été endommagé. »

M. l'abbé Mauri a pris la parole , en disant qu'il avoit beaucoup étudié l'affaire de Toulon , & qu'il croyoit avoir trouvé un moyen de concilier toutes les opinions , si l'on vouloit l'écouter un instant.

M. l'abbé Mauri ayant captivé l'attention de l'assemblée , a ajouté : « Je n'accuse ni ne défends aucune partie ; j'écarte la procédure & le rapport ; ce n'est pas ici un tribunal : je pars d'un fait reconnu par - tout. Le commandant & les officiers de la marine , qu'ils aient eu tort ou non , ont été mis en prison ; mais si un corps militaire quelconque avoit traité de même les officiers municipaux , quelle indignation cet événement n'exciteroit-il pas ? Nous devons maintenir la police du royaume ; il importe à l'ordre public que l'autorité soit respectée. On a insulté par des huées & des voies de fait , un général & des officiers à qui l'on n'impute aucun abus d'autorité. Je fais que

dans tous les lieux ; dans tous les temps , des généraux ont été méconnus dans les assemblées populaires ; vous savez qu'Annibal , après la bataille de Jama . . . un murmure assez fort a interrompu l'orateur érudit , & l'assemblée a paru se soucier fort peu qu'on lui parlât de la guerre punique

» Voulez-vous des exemples plus rapprochés de nous , a repris M. l'abbé ? c'est sous Louis XIV , en 1692 , que le maréchal de Luxembourg fut enfermé à la Bastille sur un simple soupçon. Que dit la nation que dit l'armée , en apprenant que le héros de Sterkmeinkne , de Nerveind & de Fleurus étoit dans les fers ; toute la nation lui fit un hommage bien flatteur . . .

C'étoit bien de l'éloquence perdue ; les murmures de l'assemblée ont encore rappelé l'orateur à son sujet. « Voici un officier françois qui a été offensé , a repris encore M. l'abbé ; je ne propose ni vengeance ni peine. Direz-vous qu'il n'y a lieu à délibérer ? Il s'agit d'une ville où vous avez dépensé des milliers pour avoir un port ; il vous importe de mettre l'harmonie parmi tous ses habitans. Il y a à délibérer par-tout où l'on doit prendre des mesures efficaces.

» Le renvoi au pouvoir exécutif seroit inutile. Le châtelet n'est pas compétent , puisque personne n'est accusé ici d'être conspirateur ; ils'agit d'une querelle particulière : mais voici le moment le plus difficile de mon discours » . . . Des ris assez forts ont échappé à une grande partie de l'assemblée ; mais l'orateur , peu déconcerté , a proposé la transaction suivante :

« Je propose de balancer dans votre sagesse les intérêts de toutes les parties ; vous êtes des anges de paix dont l'autorité doit être juste pour tous. Il faut décréter que l'assemblée nationale improuvera les insurrections & les violences élevées à Toulon , & ajouter que les officiers municipaux de cette ville , se considérant comme les tuteurs de la cité , se rendront à l'hô-

D d ij

tel du commandant pour prier les officiers de la marine d'oublier ce qui s'est passé ».

L'improbation d'une grande partie de l'assemblée a prouvé que l'orateur avoit mal saisi le moment de faire une pareille demande. Ce n'est pas à l'instant où les magistratures municipales sont élevées à la dignité qui leur convient, que l'on peut proposer une telle démarche aux chefs d'une cité dont la conduite & la sagesse ont été applaudies.

La discussion de cette affaire n'a pas été continuée.

N. B. Dans le N°. CLV, il paroissoit résulter de quelques rapports de l'affaire de Toulon, que les soldats de cette garnison avoient refusé de soutenir la marine; mais des attestations du commandant des troupes & des officiers de ce corps, annoncent que ces régimens étoient consignés dans leurs quartiers, prêts à marcher pour faire exécuter la loi martiale au moment où elle auroit été publiée, & que cette loi ayant été refusée, ces troupes se sont tenues toujours à leur poste dans les mêmes dispositions, & que la douleur des officiers & des soldats fut la même en apprenant la détention des officiers de la marine.

Séance du samedi au soir.

On a annoncé qu'une députation des représentans de la commune & de la garde nationale de Paris, ayant à leur tête M. Bailli & M. de la Fayette, venoit rendre hommage à l'assemblée. La présence des chefs civils & militaires de la capitale a excité de vifs applaudissemens. M. le maire a fait un discours qui mérite d'être consigné ici.

M E S S I E U R S ,

« Les représentans de la commune de Paris & la garde nationale viennent vous offrir ses hommages; ils viennent devant vous former des vœux pour la conservation de la

patrie, dont les destinées reposent sur vous. Nous avons jusqu'ici marché par des travaux pénibles, nous avons vécu entourés de dangers; mais dans ce renouvellement d'année, dans ce renouvellement de toutes choses, un jour plus beau va luire; une espérance qui s'accroît sans cesse, fortifie notre courage. La loi commencée s'achève sans cesse entre vos mains; & lorsque la loi toute entière existera, la France sera sauvée, & nous commencerons à vivre. Jusques-là nous attendons la vie, & nous l'attendons de vous; mais cette loi, dont une partie n'est pas encore dictée, dont une partie est encore renfermée dans votre sagesse; nous la respectons même avant que votre génie l'ait produite. Nous inspirerons le respect au peuple de la capitale qui a conquis la liberté par sa résolution, qui quelquefois s'est agité pour la défendre, & qui ne connoît pas encore assez les bornes & l'étendue légitime de cette possession nouvelle. C'est à nous à l'éclairer sur sa jouissance & sur les devoirs qu'elle lui impose; le plus important de tous est la soumission. C'est à la soumission à achever l'ouvrage de notre bonheur & à terminer la révolution. Nous en donnerons l'exemple, nous qui avons l'honneur d'être pour la capitale ce que vous êtes pour la nation entière; & vous jugez, Messieurs, avec quelle joie & avec quel sentiment profond, le maire de la ville qui a commencé chez vous son éducation nationale, se montrera le premier pour donner cet exemple si nécessaire. Achevez donc la loi, Messieurs, & nous vous répondons de son exécution; achevez la loi avec un monarque digne de notre amour, & nous répondons à l'un & à l'autre, de la soumission & de la fidélité dues à ces objets sacrés. — Achevez la loi, & le jour où la nation que vous représentez, où la capitale dont nous sommes les organes viendra la jurer devant

vous, devant le monarque à qui vous remettez ce dépôt respectable, ce jour sera celui de la renaissance de la monarchie, le commencement de sa prospérité, & de sa véritable grandeur. Sous un roi bon & juste, nous avons tous contribué à acquérir la liberté; mais nous ne pourrions être heureux que par sa bonté & par votre sagesse n.

Réponse de M. le Président.

« Les citoyens de la ville de Paris donnent chaque jour des nouvelles preuves de patriotisme; vous venez de l'entendre. L'assemblée nationale applaudit aux nobles sentimens qui vous animent; & elle reçoit avec satisfaction vos hommages & vos vœux. M. le maire & M. le commandant général de la garde nationale, savent avec quel plaisir on les revoit ici. L'assemblée les invite à prendre leurs places parmi nous, & elle vous permet MM. d'assister à sa séance ».

M. le président a lu ensuite une lettre du contrôleur-général des finances, jointe au mémoire des administrateurs des domaines, qui se plaignent d'une insurrection des habitans de plusieurs Vallées des Pyrénées, relativement à la perception des impôts. L'assemblée a autorisé M. le président à écrire aux municipalités de ce canton, pour y faire rétablir le recouvrement des impôts.

On a lu une adresse de la garde nationale de Rennes, qui se plaint de ce que M. le Vicomte de Mirabeau l'avoit accusée d'avoir empêché par ses menaces les magistrats de la chambre des vacations de Rennes, de remplir ses fonctions.

M. le Vicomte de Mirabeau a donné à cet égard l'explication la plus satisfaisante; & il a demandé que M. le président fût autorisé d'écrire qu'il n'avoit pas tenu le propos qu'on lui prête; ce qui lui a été accordé.

Nous ne dirons rien du rapport de M. Brun sur la perception des impôts de la province de Berri ; quoiqu'il y ait eu des débats assez longs entre M. Grangier, M. Biozat & un autre député du Berri.

L'assemblée a déclaré n'y avoir lieu à délibérer.

Un autre membre du comité des finances a exposé que la ville de Rouen desiroit d'être autorisée à établir un excédent de capitation pour subvenir aux besoins des ouvriers, & il a proposé un décret ; mais comme ce n'étoit là qu'une demande de municipalité & que l'impôt ne peut être établi que par le consentement de la commune, il a été décrété qu'il seroit sursis à la demande de la municipalité de Rouen jusqu'à ce que la commune ait fait connoître son vœu.

M. de Castellane a présenté au nom du comité des lettres de cachet, le projet d'un décret tendant à decouvrir d'anciennes détentions ignorées même des ministres, en vertu d'ordres d'intendans, de commandans & autres agens du pouvoir exécutif. Les abus en ce genre dévoilés aux yeux du public, jetteront encore l'épouvante dans l'ame des lecteurs en apprenant même que le règne de cet obscur despotisme est fini.

M. Mougin de Roquefort a jetté encore un nouvel intérêt sur cette motion, en annonçant que quatre prisonniers des îles Sainte-Marguerite s'étoient récemment évadés & réfugiés à Grasse en Provence, & qu'ils s'étoient mis sous la protection de la garde nationale. Du nombre de ces infortunés est un vieillard de 72 années, qui a resté renfermé pendant 41 ans.

M. Dionis du Séjour, rappelant les cruautés du despotisme monacal, a demandé la visite des prisonniers des monastères.

Le Chartreux, membre de l'assemblée nationale, a pris aussi-tôt la parole pour offrir l'état des détenus dans l'en-

clavé de sa visite , en assurant qu'il n'y en avoit que deux dont l'esprit étoit aliéné.

M. Fréteau , après avoir rapporté l'anecdote d'un prisonnier détenu en 1779 dans une petite bastille à la barrière du trône , a ajouté que le parlement ayant voulu dénoncer les détentions illégales faites dans plus de 35 maisons de Paris , le ministère d'alors refusa toute justice.

M. l'abbé Mauri , rappelant l'erreur de l'église pour les emprisonnemens arbitraires , a cependant demandé l'ajournement relativement aux détentions des religieux.

Un autre membre a demandé que les commissaires feroient , dans quinzaine , le rapport des moyens à prendre pour délivrer , sans danger pour l'ordre public , les prisonniers dont la détention illégale est reconnue , ce qui a été adopté :

Enfin , après quelques débats , le décret suivant a été adopté.

» L'assemblée nationale considérant qu'il est de son devoir de prendre les informations les plus exactes pour connoître la totalité des prisonniers qui sont illégalement détenus :

Que malgré les états qui ont été remis à ses commissaires par les ministres du roi , plusieurs détentions anciennes peuvent être ignorées des ministres mêmes , sur-tout si elles ont eu lieu en vertu d'ordre des commandans , intendans ou autres agens du pouvoir exécutif , décrète que huit jours après la réception du présent décret , tous gouverneurs , lieutenans de roi , commandans de prisons d'état , supérieurs de maisons de force , supérieurs de maisons religieuses , & toutes autres personnes chargées de la garde des prisonniers détenus par lettres de cachet ou par ordre quelconque des agens du pouvoir exécutif , seront tenus , à peine d'en demeurer responsables , d'envoyer à l'assemblée

nationale un état certifié véritable, contenant les âges, noms & surnoms des différens prisonniers, avec les causes & la date de leur détention, & l'extrait des ordres en vertu desquels ils ont été emprisonnés.

Le présent décret sera envoyé aux municipalités avec ordre de le faire exécuter chacun dans leur ressort.»

Séance d'hier.

M. Desmeuniers a dit qu'il avoit présenté au roi les quatre décrets qui avoient été rendus, & principalement celui qui ordonnoit l'exécution de celui des municipalités huit jours après la réception, & que sa majesté avoit répondu qu'elle y mettroit la plus grande célérité.

M. le président a annoncé ensuite le résultat suivant du scrutin.

M. l'abbé de Montesquieu a eu 400 voix pour la présidence, & M. de Menou 352.

Pour le secrétariat, M. le chevalier de Bonflers 372, M. Barrère de Vieusac, 360, & le duc d'Aiguillon 341.

M. Desmeuniers en cédant le fauteuil à M. l'abbé de Montesquieu, a prononcé un discours auquel le nouveau président a répondu : nous les ferons connoître demain ; nous dirons seulement que l'assemblée a voté, avec de vifs sentimens de reconnoissance, des remerciemens pour son ex-président.

On a vu avec plaisir MM. Bailli & de la Fayette venir se placer parmi les représentans de la nation ; leur arrivée dans la salle, a été marquée par de nombreux applaudissemens.

M. Chapelier a pris la parole pour une motion qui a été délibérée avec ces témoignages d'amour que les Français ont toujours donnés à leurs rois. Il a proposé de députer vers sa majesté, pour lui demander quelle somme elle

désire pour sa liste civile, & de charger M. le président de prier sa majesté de consulter moins son esprit d'économie, que l'éclat qui doit entourer le monarque d'une grande nation.

Le premier mouvement de l'assemblée a été de délibérer par acclamation. M. de Liancourt a dit que c'étoit-là se conformer au vœu exprès de la nation.

M. Dellei d'Agé pensoit au contraire qu'il falloit plutôt savoir quelles étoient les ressources de la nation. Aussitôt tous les représentans de la nation se sont levés, en demandant d'aller aux voix.

Il a été décrété » qu'il sera fait une députation au roi, pour demander à sa majesté quelle somme elle désire que la nation vote pour sa dépense personnelle, celle de son auguste famille & de sa maison, & que M. le président, chef de la députation, sera chargé de prier sa majesté de consulter moins son esprit d'économie, que la dignité de la nation qui exige que le trône d'un grand monarque soit environné d'un grand éclat.

Nous ne dirons rien cette fois des dons patriotiques & des adresses nombreuses qui ont été lues par M. Dupont; nous rappellerons seulement qu'à l'occasion de l'adresse des habitans de la Cavalerie en Rouergue, M. Camus a dit qu'il avoit proposé, depuis le 20 décembre, une motion importante concernant l'ordre de Malte, motion qui exigeoit un développement de titres & de faits assez considérable; il a été décidé qu'elle seroit imprimée & distribuée dans les bureaux.

M. Desmeuniers a fait lecture de la lettre que l'assemblée l'avoit chargé de rédiger pour l'armée; la voici, telle qu'elle a été adoptée :

» L'assemblée nationale m'a chargé par un décret, mes-

fleurs , d'avoir l'honneur de vous assurer en son nom , qu'elle a vu avec peine plusieurs régimens donner à une phrase isolée de l'opinion de M. Dubois de Crancé , une interprétation bien éloignée de l'intention de ce député , & qu'il s'est empressé de développer , dès qu'il a aperçu que sa pensée étoit mal entendue.

» Ce n'est pas, messieurs, au milieu des représentans d'une nation dont l'armée a si dignement assuré la gloire dans tous les temps, dont elle vient si récemment encore de soutenir les droits avec tant de patriotisme, que l'hommage dû à la valeur, à la délicatesse & à l'honneur, pourroit être un instant méconnu. Ils chérissent trop ces hautes qualités, inhérentes aux officiers & aux soldats français, pour ne pas saisir, avec une véritable satisfaction, l'occasion qui se présente de donner à l'armée le témoignage d'estime qu'elle mérite.

» L'assemblée nationale occupée sans relâche de la régénération de ce grand empire, établira, pour la constitution militaire, des bases qui, assurant à jamais le bonheur & l'avancement de tous les individus de l'armée, uniront indissolublement le citoyen & le soldat par les liens communs de la félicité publique.

» Le salut de la France dépend, vous le savez, messieurs, de l'accord intime de tous les bons citoyens. Sous ce grand & important rapport, les représentans de la nation se reposent sur les sentimens de l'armée. Ils recommandent au soldat une subordination entière à ses supérieurs, & ils sont assurés de n'être pas trompés dans cet espoir. La soumission aux loix, la fidélité à la constitution désirée par la nation & acceptée par son chef, l'obéissance & le respect pour le roi, centre nécessaire de toutes les forces de l'état, voilà, messieurs, les premiers devoirs & les seuls moyens de bon-

leur pour tout homme digne désormais de porter l'honorable nom de Français.

J'ai l'honneur d'être , avec un sincère attachement , messieurs , votre très-humble & très-obéissant serviteur ,

DESMEUNIER , *président.*

M. Cocherel insistoit pour qu'on s'occupât des subsistances de Saint-Domingue ; mais on a pensé que dans le moment où l'on s'empressoit de payer les pensions & traitemens de MM. de Lambesc & de Bâsenval , il étoit instant de fixer quelques principes concernant les pensions , & délibérer enfin sur les motions présentées sur un sujet si important.

Depuis long-temps le nom de revenus publics désignoit , non des fonds sacrés qu'il ne faudroit employer qu'au besoin de l'état , mais des fonds communs que l'on s'approprioit par tous les moyens. Cette réforme dont l'assemblée nationale s'occupe depuis quelques jours , est une de celles qui ont causé le plus d'alarmes dans une certaine classe de citoyens , & c'est cependant celle qui doit exciter le plus d'applaudissemens dans la partie la plus nombreuse de la nation ; car des bienfaits ne sont pas des droits , & des faveurs ne sont pas des titres aux propriétés publiques. Personne n'ignore que ces impôts perçus sur le trésor public par des favoris sans mérite , absorboient la substance des peuples , & faisoient languir les dépenses nécessaires.

MM. de Montcalm , Camus , de Wimphen & Prieur , ont proposé différens moyens pour mettre de l'ordre & de la justice dans cette partie des finances ; les uns ont distingué les bases que l'on devoit poser pour l'avenir , des principes de réduction & d'économie qu'on pouvoit établir pour le passé ; les autres trouvoient de l'injustice à ce que ces réglemens eussent un effet rétroactif.

M. de Wimphen a proposé une exception honorable en faveur de la famille d'Assas & de Chambord.

MM. Regnault, Fremond, Voidel, de la Rochefoucault, Rœderer, de Lameth, de Montesquiou, de Liancourt & Reubell, ont proposé divers amendemens; enfin MM. Camus, Prieur & de Wimphen ont rédigé un projet de décret en quatre articles, qui a été mis aux voix vers les deux heures, & l'on n'est parvenu à les décréter que vers les sept heures, tant il y a eu des débats sur des amendemens, sur des questions préalables, des ajournemens, des divisions & des subtilités de tous les genres pour faire renvoyer la délibération; mais deux fois l'assemblée a décrété de ne pas se séparer que le décret des pensions ne fût prononcé.

MM. Foucault, Depresmenil, de Mirepoix & Cazalès, ont fait ensuite les plus grands efforts pour faire ajourner ou modifier l'article IV concernant les absens du royaume.

M. Dupont proposoit pour amendement, de ne suspendre que *les payemens des appointemens ou traitemens attachés à quelques fonctions publiques*; mais M. Gleizen a observé qu'il falloit seulement ajouter ces mots à l'article IV.

Nous ne rapporterons pas tous les obstacles mis à cette délibération populaire; il suffira de dire qu'elle a été soutenue par la plus grande partie de l'assemblée, avec le courage le plus ferme & le plus constant. Voici le décret qui a été rendu :

ARTICLE I.

« Que les arrérages échus jusqu'au premier janvier précédent mois, de toutes pensions, traitemens conservés, dons & gratifications annuelles, qui n'excéderont pas la somme de 3000 liv. seront payés conformément au règlement existant, & que sur ceux qui excéderont ladite somme de 3000 liv. il sera payé provisoirement pareille somme de 3000 liv. seulement, excepté toutefois à l'égard des sep-

tuagénaires, dont les pensions, dons & gratifications seront payés provisoirement jusqu'à 12000 liv. & sera le premier ministre des finances, le jour de la sanction du décret, chargé de se faire rapporter l'état desdites pensions au-dessus de 3000 liv. qui auroient pu être payées dans l'intervalle du premier janvier audit jour de la sanction, pour arrêter définitivement ledit état.

ARTICLE II.

» Qu'à compter du premier janvier 1790, le payement de toutes pensions, traitemens conservés, dons & gratifications annuelles à écheoir en la présente année, sera différé jusqu'au premier juillet prochain, pour être payé à ladite époque, suivant ce qui sera décrété par l'assemblée nationale.

ARTICLE III.

» Il sera nommé un comité de douze personnes qui présenteront incessamment à l'assemblée un plan, d'après lequel les pensions, dons & traitemens devront être réduits, supprimés ou augmentés, & présenteront les règles d'après lesquelles les pensions devront être accordées à l'avenir.

ARTICLE IV.

» Il ne sera payé, même provisoirement, aucunes pensions, dons & traitemens ou appointemens attachés à quelques fonctions publiques, aux françois habituellement domiciliés dans le royaume & qui en sont actuellement absens, sans mission expresse du gouvernement, antérieure à ce jour.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement finit au cent-quatre-vingtième numéro, sont priés de renouveler, afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.

